

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

**Convention du travail maritime, 2006**  
**Maritime Labour Convention**

**Déclaration de conformité du travail maritime – Partie I**  
**Declaration of Maritime Labour Compliance – Part I**

(Note: la présente déclaration doit être annexée au certificat de travail maritime du navire)  
Note : This Declaration must be attached to the ship's Maritime Labour Certificate

**Navires immatriculés à Wallis & Futuna**  
**Ships registred in Wallis & Futuna**

Délivrée sous l'autorité du Ministère de la Transition Ecologique et solidaire  
Issued under the authority of the Ministry of Ecological and Solidary Transition

Le navire répondant aux caractéristiques suivantes :

With respect to the provisions of the Maritime Labour Convention, 2006, the following referenced ship :

| <b>Nom du navire</b><br><b>Name of ship</b> | <b>Numéro OMI</b><br><b>IMO number</b> | <b>Jauge brute</b><br><b>Gross Tonnage</b> |
|---|--|--|
|   |  |  |

est exploité conformément à la norme A5.1.3 de la Convention du travail maritime, 2006.  
is maintained in accordance with Standard A5.1.3 of the Maritime labour Convention, 2006.

Le soussigné déclare, au nom de l'autorité compétente susmentionnée, que :  
The undersigned declares, on behalf of the abovementioned competent authority, that :

- a) les dispositions de la convention du travail maritime sont pleinement incorporées dans les prescriptions nationales visées ci-dessous ;  
a) the provisions of the Maritime Labour Convention are fully embodied in the national requirements referred to below ;
- b) ces prescriptions nationales sont contenues dans les dispositions nationales auxquelles il est fait référence ci-dessous; des explications concernant la teneur de ces dispositions sont fournies si nécessaire ;  
b) these national requirements are contained in the national provisions referenced below ; explanations concerning the content of those provisions are provided where necessary ;
- c) les détails de toute disposition équivalente dans l'ensemble applicable en vertu de l'article VI, paragraphes 3 et 4, sont fournis sous la rubrique correspondante des prescriptions nationales énumérées ci-après ;  
c) the details of any substantial equivalencies under Article VI, paragraphs 3 and 4, are provided under the corresponding national requirement listed below ;
- d) toutes dérogations octroyées par l'autorité compétente conformément au titre 3 sont clairement indiquées dans la section prévue à cet effet ci-après ; et  
d) any exemptions granted by the competent authority in accordance with Title 3 are clearly indicated in the section provided for this purpose below ; and
- e) les prescriptions relatives à une catégorie spécifique de navires prévues par la législation nationale sont également mentionnées sous la rubrique correspondante.  
e) any ship-type specific requirements under national legislation are also referenced under the requirements concerned.

La définition de gens de mer est fixée par l'article L. 5511-1 du code des transports et de ses dispositions réglementaires en résultant.

Conformément à l'article R. 5511-5 du code des transports, sont notamment exclus de la catégorie de gens de mer : les représentants de l'armateur ou des clients, les interprètes, les photographes, les journalistes, les chercheurs, les artistes, mannequins ou autres professionnels de la culture, les majordomes, les chefs gastronomiques, les ministres du culte, les activités relatives au bien-être ou au sport.

Les gens de mer, quelle que soit la loi applicable à leur contrat d'engagement maritime, relèvent des dispositions des articles L. 5785-1 et suivants du code des transports ainsi que des dispositions particulières aux gens de mer du titre XI de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 modifiée instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'Outre-mer.

The definition of the term "seafarer" is set out in article L. 5511-1 of the French Transport Code and the ensuing regulations.

In accordance with article R. 5511-5 of the French Transport Code, the following persons are specifically excluded from this category of personnel: representatives of the shipowner or customers, interpreters, photographers, journalists, researchers, artists, models or other cultural professionals, butlers, gourmet chefs, ministers of religion, and those involved in welfare or sport.

Seafarers, regardless of the law applicable to their maritime employment contract, are subject to the provisions of Articles L. 5785-1 et seq. of the French Transport Code as well as the specific provisions for seafarers of Title XI of the No. 52-1322 of December 15, 1952 amended establishing a Labour Code in the territories and associated territories which are subject to the Ministry of Overseas France.

## 1- Age minimum (règle 1.1)

### 1- Minimum age (regulation 1.1)

Aucune personne de moins de seize ans révolus ne peut être embarquée à titre professionnel (article L. 5785-4 du code des transports).

Le capitaine ou le patron veille à ce que les jeunes âgés de moins de 18 ans ne soient employés qu'aux travaux et services en rapport avec leurs aptitudes médicales et se rattachant à l'exercice de leur profession. Il leur enseigne ou leur fait enseigner progressivement la pratique du métier (article L. 5785-4-2 et L. 5545-7 du code des transports).

Le travail de nuit est interdit aux jeunes de moins de 18 ans. Tout travail entre 20 heures et 6 heures est considéré comme travail de nuit (articles L. 5544-27 et L. 5785-1 du code précité).

Les jeunes travailleurs entre 16 et 18 ans ne peuvent pas être affectés à des travaux dangereux (articles L. 5785-4-2 et L. 5545-8 du code précité).

No person under the age of sixteen may come on board in any professional capacity (article L. 5785-4 of the French Transport Code).

The captain or skipper shall ensure that young people under the age of 18 are only employed for work and services in line with their medical fitness and related to their occupation. He teaches them the job or has them taught it progressively (articles L. 5785-4-2 and L. 5545-7 of the French Transport Code).

Young people under the age of 18 are prohibited from working nights. All work between 8 p.m. and 6 a.m. is considered night work (articles L. 5544-27 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

Young workers aged between 16 and 18 may not be assigned to carry out dangerous work (articles L. 5785-4-2 and L. 5545-8 of the aforementioned code).

## 2- Certificat médical d'aptitude (règle 1.2)

**2- Medical certification (regulation 1.2)**

Les gens de mer doivent être en possession d'un certificat d'aptitude médicale en cours de validité attestant qu'ils sont médicalement aptes à exercer leurs fonctions à bord (articles L. 5521-1, L. 5545-3-1 et L. 5785-1 du code des transports).

Les normes d'aptitude médicale sont fixées par l'annexe I du décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015.

Les autorités françaises compétentes pour délivrer un certificat d'aptitude médicale à un gens de mer sont soit le service de santé des gens de mer (SSGM), soit un médecin agréé par le service de santé des gens de mer (article L. 5521-1 du code précité). Le certificat médical d'aptitude à la navigation émis par une autorité française est conforme au modèle établi par arrêté, qui répond aux exigences des conventions internationales de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du Travail (article 6 du décret n° 2015-1575 du 3 décembre 2015 et arrêté du 2 mars 2016 relatif à l'aptitude médicale à la navigation).

En-dehors des autorités françaises précitées, seul un médecin étranger agréé dans les conditions suivantes peut émettre un certificat médical (articles L. 5521-1-1 et L. 5785-1 du code précité) :

1. ce médecin doit être agréé par cet État ;
2. ce médecin doit être établi dans l'État qui l'a agréé ;
3. cet État doit avoir ratifié une convention OMI ou OIT comprenant des exigences relatives aux normes minimales d'aptitude des gens de mer.

Le certificat médical émis par un médecin étranger agréé est conforme aux exigences des conventions internationales de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du Travail (articles L. 5521-1-1 et L. 5787-1 du code précité). Il indique notamment que l'ouïe et la vue sont satisfaisantes (y compris la perception chromatique), et que le gens de mer n'est atteint d'aucun problème médical qui risque d'être aggravé par le service en mer.

La durée de validité du certificat médical est de deux ans, de un an pour les personnes de moins de 18 ans et de plus de 55 ans, ainsi que pour les gens de mer occupant des fonctions en passerelle de quart ou de veille, travaillant principalement de nuit. La durée maximale de validité de la partie du certificat se rapportant à la perception des couleurs est de six ans (article 8 du décret précité).

Lorsque la validité du certificat médical expire au cours du voyage du navire, le certificat reste valide pendant une durée maximale de trois mois supplémentaires, jusqu'au prochain port d'escale où il peut être procédé à son renouvellement (article 8 du décret précité).

Seafarers must have a valid medical certificate confirming that they are medically fit to carry out their duties on board (articles L. 5521-1, L. 5545-3-1 and L. 5785- 1 of the French Transport Code).

Medical fitness standards are set out in appendix I of decree no. 2015-1575 of 3 December 2015.

The French authorities responsible for issuing a certificate of medical fitness to a seafarer are either the Seafarers' Health Service (SSGM) or a doctor approved by the Seafarers' Health Service (article L. 5521-1 of the aforementioned code). The medical certificate of fitness for navigation issued by a French authority must comply with the template established by government order, which meets the requirements of the international conventions of the International Maritime Organisation and the International Labour Organisation ( article 6 of decree no. 2015-1575 of 3 December 2015 and government order of 2 March 2016 on medical fitness for navigation).

Apart from the aforementioned French authorities, the only foreign doctor who can issue medical certificates is one who is approved under the following conditions (articles L. 5521-1-1 and L. 5785-1 of the aforementioned code):

1. the doctor must be licensed by that State;
2. the doctor must be based in the State which approved her or him;
3. the State must have ratified an IMO or ILO Convention containing requirements relating to minimum standards of fitness for seafarers.

The medical certificate issued by a licensed foreign doctor shall comply with the requirements of the international conventions of the International Maritime Organisation and the International Labour Organisation

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

(articles L. 5521-1-1 and L. 5787-1 of the aforementioned code). Specifically, it must state that the seafarer's hearing and eyesight are satisfactory (including colour perception), and that the seafarer is not suffering from any medical condition that is likely to be aggravated by service at sea.

The medical certificate is valid for two years, or one year for people under 18 and over 55, as well as for seafarers on watch or on the bridge, working mainly at night. The maximum period of validity for the part of the certificate relating to colour perception is six years ( article 8 of the aforementioned decree).

If the medical certificate expires during the ship's voyage, it will remain valid for a maximum of a further three months, until the ship reaches the next port of call, where it can be renewed (article 8 of the aforementioned decree).

### **3- Qualifications des gens de mer(règle 1.3)**

#### **3- *Qualifications of seafarers (regulation 1.3)***

Tous les gens de mer doivent avoir suivi une formation minimale qui leur permet d'exercer leurs fonctions à bord. Les gens de mer doivent avoir suivi avec succès une formation à la sécurité individuelle à bord des navires (articles 3 à 5 du décret n° 2015-723 du 24 juin 2015).

Les marins doivent détenir les titres de formation professionnelle maritime et de qualification correspondant aux capacités et aux fonctions qu'il est appelé à exercer à bord du navire (articles L. 5521-2 et suivants et article L. 5785-1 du code des transports et décret précité).

Les titres sont délivrés par l'autorité maritime française ou sont reconnus par elle lorsqu'ils sont délivrés par d'autres Etats membres de l'Union européenne ou par des pays tiers dans les conditions fixées par l'article L. 5521-2 du code des transports.

Des dérogations aux titres peuvent être accordées dans les conditions fixées par les articles 6 à 8 du décret n° 2015-723 du 24 juin 2015.

All seafarers are required to have completed a basic training course to enable them to carry out their duties on board. Seafarers must have successfully completed individual safety training on board ships (articles 3 to 5 of decree no. 2015-723 of 24 June 2015).

Seafarers must hold maritime vocational training and qualification certificates relevant to the skills and duties they will be required to carry out on board the ship (articles L. 5521-2 et seq. and article L. 5785-1 of the French Transport Code and the aforementioned decree).

Certificates are issued by the French maritime authority or acknowledged by it when they are issued by other Member States of the European Union or by third countries under the conditions set out in article L. 5521-2 of the Transport Code.

Exemption from these qualifications may be granted under the conditions set out in articles 6 to 8 of decree no. 2015-723 of 24 June 2015.

### **4- Contrats d'engagement maritime (règle 2.1)**

#### **4- *Seafarers' employment agreements (regulation 2.1)***

Pour chaque gens de mer employé à bord, un contrat d'engagement maritime écrit en cours de validité est disponible à bord, signé par le gens de mer et par l'armateur ou tout autre employeur (articles L. 5542-1, L. 5542-3 et L. 5785-1 du code des transports).

Les gens de mer disposent d'un délai suffisant leur permettant d'examiner le contrat d'engagement maritime et de demander conseil avant de le signer. Un exemplaire écrit du contrat d'engagement maritime est remis à chacun des gens de mer qui le conserve à bord pendant la durée de l'embarquement. Une copie de ce document est remise au capitaine (articles L. 5621-12 et L. 5785-1 du code précité).

Les contrats d'engagement des gens de mer contiennent les mentions obligatoires prévues par les articles L.

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

5785-2-2 du code précité, en particulier :

- Les droits à congés payés ou la formule utilisée pour les calculer. Les gens de mer ont droit à trois jours de congé payés par mois de travail effectif (article 248 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952).
- Le délai à observer en cas de rupture par l'une des parties. Ce délai est de préavis réciproque en cas de rupture du contrat d'engagement est d'au moins sept jours. Il n'est pas applicable en cas de perte totale de navigabilité, de désarmement du navire, de faute grave ou lourde du salarié ou lorsque le navire fait route vers une zone de guerre (articles L. 5621-14, L. 5785-1 et L. 5785-5-8 du code précité) ;
- Le droit du marin à un rapatriement. L'article L. 5785-5-10 du code précité détermine l'étendue et les modalités de ce droit :
  - A l'échéance du terme du contrat à durée déterminée ;
  - A la rupture du contrat à durée indéterminée à l'initiative de l'employeur ;
  - Maladie ou accident survenue au service du navire nécessitant le débarquement du gens de mer ;
  - Tout événement rendant impropre le navire à la navigation ou à son exploitation commerciale ;
  - Navigation vers une zone de guerre ;
  - Quand l'employeur n'est plus en mesure de remplir ses obligations contractuelles en cas d'insolvabilité, de vente du navire, de changement d'immatriculation du navire ou tout autre raison analogue ;
  - Dans tous les autres cas prévus au contrat d'engagement maritime ;
  - Au terme de la période maximale d'embarquement qui doit être inférieure à douze mois.

Le capitaine détient à bord un exemplaire du contrat type, ainsi que les éléments des conventions et accords collectifs qui portent sur les matières contrôlées au titre des inspections par l'État du port, dans une ou plusieurs versions en langue étrangère, dont au moins une en anglais (articles L. 5621-12 et L. 5785-1 du code précité).

Un relevé de services est délivré aux gens de mer par leur employeur à tout moment, sur demande, et à la rupture du contrat d'engagement maritime. Les relevés ne contiennent aucune appréciation de la qualité du travail des gens de mer et aucune indication sur leur salaire (articles L. 5542-39-1 et L. 5785-1 du code précité et décret n° 2015-440 du 17 avril 2015).

For each seafarer employed on board, there is a valid written seafarers' employment contract available on board, which has been signed by the seafarer and the shipowner or any other employer (articles L. 5542-1, L. 5542-3 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

Seafarers are entitled to have enough time to familiarise themselves with their contract and to seek advice before signing it. A written copy of the seafarers' employment contract must be given to each seafarer, who must keep it on board during their embarkation period. A copy of this document must be given to the captain ( articles L. 5621-12 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

Seafarers' employment contracts must contain the information required by articles L. 5785-2-2 of the aforementioned code, specifically:

- Paid holiday entitlements or the formula used to calculate them. Seafarers are entitled to three calendar days paid leave per month (article 248 of Law L. 52-1322 of the 15 December 1952).
- Should the contract be terminated by either party, there is a notice period to be given. This reciprocal notice period in the event of termination of the employment contract must be at least seven days. This notice period does not apply in the event of total loss of seaworthiness, decommissioning of the vessel, serious or gross misconduct on the part of the employee or when the vessel is en route to a war zone ( articles L. 5621-14, L. 5785-1 and L. 5785-5-8 of the aforementioned code);
- The seafarer's right to repatriation. Article L. 5785-5-10 of the aforementioned code sets out the terms and conditions of this right:
  - On expiry of the term of the fixed-term contract;
  - On termination of the open-ended contract at the employer's behest;

**Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num**

- Illness or accident occurring in the course of the ship's operations requiring the seafarer to disembark;
- Any event rendering the ship unfit for sailing or commercial operation;
- Navigation to a war zone;
- When the employer can no longer fulfil their contractual obligations in the event of insolvency, sale of the vessel, change of registration of the vessel or any other equivalent reason;
- In all other cases stipulated in the seafarers' employment contract;
- At the end of the maximum embarkation period, which must be less than twelve months.

The captain must have a copy of the standard contract on board, as well as information on conventions and collective agreements relating to matters subject to Port State Control inspections, in one or more foreign language versions, at least one of which must be in English (articles L. 5621-12 and L. 5542-6-1 of the aforementioned code).

A certificate of service shall be issued to seafarers by their employer at any time, on request, and on termination of the seafarers' employment contract. The statements contain no assessment of the quality of the seafarers' work and no indication of their wages (article L. 5542-39-1 and L. 5785-1 of the aforementioned code and decree no. 2015-440 of 17 April 2015)

## **5- Recours à tout service de recrutement et de placement privé sous licence ou agréé ou réglementé (règle 1.4)**

### **5- Use of any licensed or certified or regulated private recruitment and placement service (regulation 1.4)**

L'armateur peut recourir à des gens de mer placés ou mis à disposition par un service privé de recrutement ou de placement de gens de mer (SPRPGM) dans les conditions fixées par les articles L. 5546-1-1 et suivants, L. 5785-1 et L. 5785-5-1 du code des transports.

Dans le cas d'une mise à disposition de gens de mer :

- Le contrat de mise à disposition des gens de mer doit être conclu entre l'armateur et le SPRPGM (articles L. 5785-1, L. 5785-5-1 et L. 5546-1-6 du code précité) ;
- La mise à disposition doit être faite auprès de l'armateur (articles L. 5785-1, L. 5785-5-1 et L. 5546-1-6 du code précité) ;
- La rémunération des gens de mer doit être effectuée par le SPRPGM (articles L. 5785-1, L. 5785-5-1 et L. 5546-1-1 du code précité).

Lorsque le SPRPGM est établi en France, l'armateur s'assure qu'il respecte les obligations fixées aux articles L. 5546-1-1 et suivants du code des transports, et en particulier qu'il est inscrit au registre national des SPRPGM dont la liste est publiée sur le site Internet du ministère chargé de la mer.

Lorsque le SPRPGM est établi hors de France, l'armateur effectue la déclaration prévue à l'article L. 5546-1-1 du code précité, via le portail de l'armateur selon les modalités fixées par l'article 20 du décret n° 2017-1119 du 29 juin 2017 et par l'article 6 de l'arrêté du 16 janvier 2018 relatif aux SPRPGM.

Lorsque le SPRPGM est établi hors de France :

- dans un pays ayant ratifié la convention du travail maritime, 2006, l'armateur s'assure que le SPRPGM détient un justificatif de l'État dans lequel le SPRPGM est situé attestant que celui-ci exerce son activité conformément à la réglementation nationale de cet État (article 6 de l'arrêté du 16 janvier 2018 relatif aux SPRPGM) ;
- dans un pays n'ayant pas ratifié la convention du travail maritime, 2006, l'armateur atteste que ce SPRPGM respecte les dispositions relatives au recrutement de la norme A1.4 de cette convention (article L. 5533-3 du code précité et arrêté du 3 juin 2021 fixant les modèles d'attestation).

Aucun SPRPGM ne peut, ni avoir recours à des agissements qui auraient pour objet ou pour effet d'empêcher ou de dissuader les gens de mer d'obtenir un emploi pour lequel ils possèdent les conditions requises, ni imputer aux gens de mer de frais directement ou indirectement occasionnés au titre de leur mise à disposition ou de leur placement (articles L. 5546-1-3 et L. 5785-1 du code précité).

L'armateur est responsable, à l'égard de l'ensemble des gens de mer travaillant à bord, du respect des règles



**Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num**

définies par le présent livre, indépendamment de la responsabilité de chacun de leurs employeurs. Toute clause prévue dans les contrats conclus entre un armateur et le ou les employeurs de gens de mer à bord d'un navire exploité par cet armateur, qui a pour effet de faire échec aux dispositions d'ordre public du présent article, est nulle (articles L. 5533-1 et L. 5785-1 du code précité).

The shipowner may hire seafarers recruited or made available by a private recruitment or placement agency for seafarers (SPRPGM) under the conditions set out in articles L. 5546-1-1 et seq., L. 5785-1 and L. 5785-5-1 of the French Transport Code.

When seafarers are supplied:

- The contract for the provision of seafarers must be agreed between the shipowner and the SPRPGM ( articles L 5785-1, L. 5785-5-1 and L. 5546-1-6 of the aforementioned code);
- Seafarers must be assigned to the shipowner ( articles L. 5785-1, L. 5785-5-1 and L. 5546-1-6 of the aforementioned code);
- Seafarers must be remunerated by the SPRPGM ( articles L. 5785-1, L. 5785-5-1 and L. 5546-1-1 of the aforementioned code).

If the SPRPGM is registered in France, the shipowner must ensure that it complies with the obligations set out in articles L. 5546-1-1 et seq. of the Transport Code, and in particular that it is registered in the national register of SPRPGMs, the list of which is published on the website of the Ministry of the Sea.

If the SPRPGM is registered outside France, the shipowner must make the declaration provided for in articles L. 5546-1-1 of the aforementioned code, via the shipowner's portal according to the conditions set out in article 20 of decree no. 2017-1119 of 29 June 2017 and 6 of the Order of 16 January 2018 on SPRPGMs.

If the SPRPGM is registered outside France:

- in a country that has ratified the Maritime Labour Convention, 2006, the shipowner shall ensure that the SPRPGM holds valid certification from the State in which the SPRPGM is located indicating that it operates in accordance with the national regulations of that State (article 6 of the Order of 16 January 2018 on SPRPGMs);
- in a country that has not ratified the Maritime Labour Convention, 2006, the shipowner certifies that this SPRPGM complies with the requirements relating to recruitment set out in standard A1.4 of this Convention ( article L. 5533-3 of the aforementioned code and Order of 3 June 2021 governing the certificate templates).

SPRPGMs may not act to prevent or dissuade seafarers from obtaining employment for which they are qualified, and may not charge seafarers for expenses directly or indirectly incurred in connection with their hire or placement (article L. 5546-1-3 of the aforementioned code).

The shipowner is responsible for compliance with the rules defined by this book, with regard to all seafarers working on board regardless of the responsibility of each of their employers. *Any clause in contracts entered into between a shipowner and the employer(s) of seafarers on board a ship operated by that shipowner, which has the effect of overriding the statutory provisions of this article, is null and void (articles L. 5533-1 and L. 5785-1 of the aforementioned code).*

## **6- Durée du travail ou du repos (règle 2.3)**

### **6- Hours of work or rest (regulation 2.3)**

Le travail des gens de mer est organisé sur la base de 8 heures par jour, 48 heures par semaine et 208 heures par mois. Pour des raisons d'exploitation, il peut être organisé, dans la limite de 12 heures, sur une autre base journalière, dans des conditions fixées par conventions ou accords collectifs (articles L. 5623-1 et L. 5785-1 du code précité).

Les durées minimales de repos sont déterminées dans les conditions suivantes (articles L. 5623-5 et L. 5785-1 du code précité) :

1° Les durées de repos ne peuvent être inférieures à 10 heures par période de 24 heures et 77 heures par période de sept jours ;

2° Le repos quotidien peut être fractionné en deux périodes sous réserve qu'une d'entre elles ne

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

soit pas inférieure à 6 heures et que l'intervalle entre deux périodes consécutives n'excède pas 14 heures.

Par dérogation au 2° le repos quotidien peut être scindé en plus de deux périodes dans la limite de trois, au cours de la même période de vingt-quatre heures. Dans ce cas, l'une de ces périodes doit être d'une durée minimale de six heures consécutives, les autres d'au moins deux heures (article L. 5785-5-13 du code précité).

Les gens de mer ont droit à une journée de repos hebdomadaire. Lorsque la journée de repos hebdomadaire coïncide avec un jour férié, le repos hebdomadaire est réputé acquis. Lorsque le salarié n'a pas, pour des motifs liés à l'exploitation du navire, bénéficié de son repos hebdomadaire, les parties au contrat d'engagement conviennent que ce repos est reporté à l'issue de l'embarquement ou rémunéré comme des heures supplémentaires (article L. 5623-6 du code précité). L'utilisation de cette faculté de report ou de majoration de la rémunération mentionnée à l'alinéa précédent ne peut pas avoir pour effet de déroger aux durées minimales de repos (article L. 5785-5-14 du code précité).

Un tableau affiché à un endroit accessible précise l'organisation du travail et indique, pour chaque fonction, le programme du service à la mer et au port (articles L. 5623-3 et L. 5785-1 du code précité).

Un registre, tenu à jour à bord du navire, mentionne les heures quotidiennes de travail et de repos des gens de mer (articles L. 5623-4 et L. 5785-1 du code précité).

Le tableau de service et le registre des heures sont tenus dans la langue de travail utilisée à bord du navire et en anglais. Ils sont conformes aux modèles de l'annexe 150-3.A.1 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 (article L. 5785-5-12 du code précité).

Seafarers work is organised on the basis of an 8-hour day, 48 hours a week and 208 hours a month. For operational reasons, work may be organised differently for each day, up to a maximum of 12 hours, under conditions set by collective agreements ( articles L. 5623-1 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

Minimum rest periods are set out as follows ( articles L. 5623-5 and L. 5785-1 of the aforementioned code):

1° Rest periods may not be less than 10 hours per 24-hour period and 77 hours per seven-day period;

2° The daily rest period may be split into two periods on condition that one of them is not less than 6 hours and that the interval between two consecutive periods does not exceed 14 hours.

As an exception to 2°, the daily rest period may be split into more than two periods, up to a maximum of three, during the same twenty-four hour period. In this case, one of these periods must last at least six consecutive hours, and the others at least two hours (article L. 5785-5-13 of the aforementioned code).

Seafarers are entitled to a full day's rest each week. If the weekly rest day coincides with a public holiday, this weekly rest day is deemed to have been taken. If, for reasons relating to the ship's operation, the employee has not been able to take his weekly rest period, the parties to the employment contract agree that this rest period will be postponed until after embarkation or paid as overtime (article L. 5623-6 of the aforementioned code). The use of this option to defer or increase the remuneration mentioned in the previous paragraph may not lead to exceptions being made to the minimum rest periods (article L. 5785-5-14 of the aforementioned code).

The table with the shipboard working arrangements must be posted in an easily accessible place (articles L. 5623-3 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The record of seafarers' daily working of resting hours is kept on board the ship (articles L. 5623-4 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The table with the shipboard working arrangements and the hours record are kept in the working language used on board the ship as well as in English. They must comply with the templates in appendix 150-3.A.1 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987 (article L. 5785-5-12 of the aforementioned code).



Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Tout navire est armé avec un effectif de marins suffisant en nombre et en niveau de qualification professionnelle pour garantir la sécurité et la sûreté du navire et des personnes à bord ainsi que le respect des obligations de veille, de durée du travail et de repos (articles L. 5522-2 et L. 5785-1 du code des transports).

La fiche d'effectif minimal désigne le document par lequel l'autorité maritime atteste que l'effectif du navire satisfait aux exigences des conventions internationales pertinentes selon le type de navire et des mesures nationales prises pour leur application (articles L. 5522-2 et L. 5785-1 du code des transports).

Une liste d'équipage identifiant les gens de mer à bord de chaque navire est tenue à la disposition de toutes autorités compétentes de l'État du pavillon et de l'État du port qui en font la demande (articles L. 5522-3 et L. 5785-1 du code précité).

L'effectif de marins que la fiche d'effectif minimal mentionne est conforme en nombre et en niveau de qualification professionnelle à celui prévu par la fiche d'effectif minimal et en adéquation avec les gens de mer présents à bord (article 4 du décret n° 2015-406 du 10 avril 2015).

La fiche d'effectif minimal est une annexe du permis d'armement du navire (articles L. 5232-1, L. 5785-1 et R. 5232-1 du code précité).

La fiche d'effectif minimal peut se présenter sous forme dématérialisée depuis le 1<sup>er</sup> février 2018 (article R. 5232-8 du code des transports). La validité et l'authenticité de ce document sont vérifiables sur l'application Promete, accessible à cette adresse :

<https://promete.din.developpement-durable.gouv.fr/promete/>

All ships must be crewed by enough seafarers, in terms of numbers and professional qualifications, to guarantee the safety and security of the ship and the people on board, as well as compliance with watchkeeping requirements, working hours and rest periods (articles L. 5522-2 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

The minimum safe manning document is the document used by the maritime authority to certify that the ship's manning meets the requirements of the relevant international conventions for each type of ship and the national measures taken to apply them (articles L. 5522-2 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

A crew list identifying the seafarers on board each ship is made available to any relevant authority of the flag State and the port State that requests it (articles L. 5522-3 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The number of seafarers listed on the minimum manning list shall comply with the number and level of professional qualifications set out in the minimum safe manning document and shall be consistent with the seafarers on board (article 4 of decree no. 2015-406 of 10 April 2015).

The minimum safe manning document is an appendix to the shipowner's permit (articles L. 5232-1, L. 5785-1 and R. 5232-1 of the aforementioned code).

Since 1 February 2018, the minimum crew complement form may be presented in electronic form (article R. 5232-8 of the Transport Code). The validity and authenticity of this document can be checked using the Promete online system, which can be accessed at this address:

<https://promete.din.developpement-durable.gouv.fr/promete/>

## **8- Logement (règle 3.1)**

### **8- Accommodation (regulation 3.1)**

Les lieux de travail et de vie à bord des navires sont aménagés et entretenus de manière à ce que leur utilisation garantisse la santé physique et mentale ainsi que la sécurité des gens de mer (articles L. 5545-9 et L. 5785-1 du code des transports).

La division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 fixe les règles relatives au logement à bord.

En particulier, le logement des gens de mer est inspecté au moins une fois par semaine, dans les conditions fixées par l'article 215.28 du règlement général précité.

La version de la division 215 précitée est celle applicable à la date de pose de la quille du navire ou à la date à

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

laquelle la construction se trouve à un stade équivalent (article 6 de la division 110 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987).

Des dérogations peuvent être accordées par l'autorité compétente sur le fondement des dispositions de la division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

Work and living areas on board ships are fitted out and maintained in such a way as to ensure the physical and mental health and safety of seafarers (articles L. 5545-9 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

Section 215 of the general regulations, appended to government order of 23 November 1987, sets out the rules relating to accommodation on board.

Seafarers' accommodation in particular is inspected at least once a week, in compliance with the conditions laid down in article 215.28 of the aforementioned general regulations.

The applicable version of section 215 relates to the date on which the keel is installed on the ship or the date on which construction is at an equivalent stage (article 6 of section 110 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987).

Exemptions may be granted by the appropriate authority under the provisions of section 215 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987.

**9- Installations de loisirs à bord (règle 3.1)**  
**9- On-board recreational facilities (regulation 3.1)**

L'armateur permet aux gens de mer d'accéder à bord à des activités culturelles ou de loisir et aux moyens de communication, notamment pour maintenir un contact avec leur famille ou leurs proches (articles L. 5545-9-1 et L. 5785-1 du code des transports).

La division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 fixe les règles relatives aux installations de loisirs à bord.

La version de la division 215 précitée applicable au navire est celle qui est applicable à la date de pose de la quille de celui-ci ou à la date à laquelle la construction se trouve à un stade équivalent (article 6 de la division 110 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987).

The shipowner must allow seafarers on board access to cultural or leisure activities and means of communication, in particular to maintain contact with their family or close friends (articles L. 5545-9-1 and L. 5785-1 of the Transport Code).

Section 215 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987, sets out the regulations for on-board leisure facilities.

The applicable version of section 215 relates to the date on which the keel is installed on the ship or the date on which construction is at an equivalent stage (article 6 of section 110 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987).

**10- Alimentation et service de table (règle 3.2)**  
**10- Food and catering (regulation 3.2)**

L'armateur assure aux gens de mer une alimentation suffisante en quantité et en qualité et tenant compte des habitudes alimentaires (articles L. 5545-9-1 et L. 5785-1 du code des transports).

Les gens de mer ont droit gratuitement à la nourriture ou à une indemnité pendant toute la durée de son embarquement (articles L. 5542-18 et L. 5785-3 du code précité).

Les règles relatives à l'eau potable, à l'alimentation, à l'hygiène et au service de table sont fixées par la division 215 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

En particulier, une inspection est menée au moins une fois par semaine par le capitaine ou sous son autorité, avec le concours du responsable du service concerné, pour vérifier l'approvisionnement en vivres, en eau potable, les locaux et les équipements utilisés pour le stockage et la manipulation des vivres et de l'eau potable, et la cuisine, dans les conditions fixées par l'article 215.18 du règlement général précité.

L'équipage comprend un cuisinier qualifié dans les conditions suivantes (articles 2 et suivants du décret n° 2015-517 du 11 mai 2015) :

- Lorsque la liste d'équipage du navire comprend au moins vingt personnes, le cuisinier est titulaire d'un certificat de cuisinier de navire et sa présence est exigée à plein temps ;
- Lorsque la liste d'équipage comprend au moins dix personnes, le cuisinier est titulaire d'un certificat de cuisinier de navire ;
- Lorsque la liste d'équipage comprend moins de dix personnes, le cuisinier est titulaire d'une attestation de formation de base à l'hygiène.

Le cuisinier ne peut pas être âgé de moins de 18 ans (articles L. 5785-1 et L. 5544-28 du code précité).

Il doit être familiarisé avec les équipements du navire concerné avant de prendre ses fonctions à bord, notamment pour la conservation des vivres, la production d'eau potable et son stockage, les installations sanitaires et la gestion des déchets à bord (article 4 du décret précité).

Le personnel de table reçoit une formation de base à l'hygiène (article 7 du décret précité).

The shipowner shall provide seafarers with adequate food in terms of quantity and quality, bearing in mind their dietary requirements (articles L. 5545-9-1 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

Seafarers are entitled to free meals or an allowance for the entire duration of their maritime employment contract (articles L. 5542-18 and L. 5785-3 of the aforementioned code).

The rules relating to drinking water, food, hygiene and table service are set out in section 215 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987.

An inspection must be carried out at least once a week by the captain or on his behalf, with the assistance of the person in charge of the relevant department, to check the supply of foodstuffs and drinking water, the premises and equipment used for the storage and handling of foodstuffs and drinking water, and the galley, in accordance with the conditions set out in article 215.18 of the aforementioned general regulations.

The crew must include a qualified cook under the following conditions (articles 2 et seq. of decree no. 2015-517 of 11 May 2015):

- When the ship's company comprises at least twenty people, the cook must hold a ship's cook certificate and is required full-time;
- Where the ship's company comprises at least ten people, the cook must hold a ship's cook certificate;
- When the ship's company comprises fewer than ten people, the cook must hold a basic hygiene training certificate.

The cook may not be under 18 years of age (articles L. 5785-1 and L. 5544-28 of the aforementioned code).

They must be familiar with the ship's equipment before taking up his duties on board, especially for the storage of foodstuffs, the production and storage of drinking water, hygiene facilities and waste management on board (article 4 of the aforementioned decree).

Table staff must receive basic hygiene training (article 7 of the aforementioned decree).

## **11- Santé et sécurité et prévention des accidents (règle 4.3)**

### **11- Health and safety and accident prevention (regulation 4.3)**

L'obligation de protéger la sécurité et la santé des gens de mer est fixée par les articles L. 5545-9 et L. 5785-1 du code des transports et par l'article 51-1 du décret n° 84-810 du 30 août 1984.

Les mesures prises en matière de santé et de sécurité au travail n'entraînent aucune charge financière pour les gens de mer. Les navires bénéficient d'un service national de santé au travail.

L'armateur désigne un membre de l'équipage qualifié chargé sous l'autorité du capitaine de la prévention des risques professionnels maritimes.

-L'armateur évalue les risques pour la santé et la sécurité des gens de mer. Il met en œuvre des actions de prévention des risques et des méthodes de travail en vue de garantir un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des gens de mer.

L'armateur organise et dispense une information et une formation des gens de mer sur les risques pour la santé et la sécurité et les mesures de prévention à bord.

Les lieux de travail sont soumis à une réglementation technique spécifique. Les gens de mer doivent en outre bénéficier d'équipements de travail et de protection individuelle. La réglementation prend également en compte la prévention de certains risques d'exposition. Le respect de la réglementation relative à ces dispositions est vérifié par l'autorité maritime française lors de la mise en service et au cours de l'exploitation du navire.

Des enquêtes ou des rapports sont produits en cas d'accident survenu en cours de navigation.

L'armateur est tenu de déclarer tout accident et maladies survenus en cours de navigation conformément aux dispositions prévues dans le contrat et au code des transports.

The requirement to protect the health and safety of seafarers is set out in articles L. 5545-9 and L. 5785-1 of the French Transport Code and article 51-1 of decree no. 84-810 of 30 August 1984.

**Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num**

Occupational health and safety measures must not incur any financial liability for seafarers. Ships have access to a national occupational health service.

The shipowner must appoint a qualified crew member to be responsible, on behalf of the captain, for the prevention of maritime occupational hazards.

In particular, the shipowner shall assess the risks to the health and safety of workers on board. The shipowner must carry out risk prevention measures and work methods with a view to ensuring a better level of protection of the health and safety of seafarers.

The shipowner must organise and provide information and training for seafarers on health and safety risks and preventive measures aboard.

Workplaces are subject to specific technical regulations. Seafarers must also be provided with appropriate personal and workplace protective equipment. The regulations also take into account the prevention of certain exposure risks. Compliance with the regulations relating to these provisions is inspected by the French maritime authority when the ship is commissioned and during its operation.

Enquiries or reports are produced in the event of an accident occurring while sailing.

The shipowner must declare all accidents and illnesses occurring during sailing in accordance with the provisions of the contract and the Transport Code.

**12- Soins médicaux à bord (règle 4.1)**  
**12- On-board medical care (regulation 4.1)**

Tout marin blessé ou malade est hospitalisé au premier port touché, si son état le justifie, sur décision médicale, aux frais de l'employeur (articles L. 5542-23 et L. 5785-1 du code précité)

L'employeur finance les frais médicaux et d'hospitalisation en cas de maladie ou d'accident survenu au service du navire dans la limite de seize semaines à partir du jour de l'accident ou du début de la maladie (article 5785-5-18 du code précité).

Les règles relatives à la dotation médicale, aux équipements médicaux, à la fiche d'observation médicale, au guide médical et l'obligation d'embarquement, le cas échéant, d'un ou de deux médecins sont prévues par la division 217 du règlement général annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987.

Les règles relatives à la qualification de la personne chargée des soins à bord lorsqu'un médecin n'est pas embarqué sont fixées par le décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 et l'arrêté du 29 juin 2011 relatif à la formation médicale des personnels embarqués à bord des navires armés avec un permis d'armement.

Les règles relatives à la télé-consultation médicale par radio ou satellite sont déterminées par l'article 48 du décret n° 84-810 du 30 août 1984 et la division 217 précitée.

Any crew member who is injured or ill shall be hospitalised at the first port reached, if their condition so requires, based on a medical decision, at the employer's expense ( articles L. 5542-23 and L. 5785-1 of the aforementioned code)

The employer shall pay medical and hospitalisation costs in the event of illness or accident occurring in the service of the ship, up to a maximum of sixteen weeks from the date of the accident or the start of the illness (article 5785-5-18 of the aforementioned code).

The regulations governing medical supplies, medical equipment, the medical observation form, the medical guide and the obligation to take one or two doctors on board, where applicable, are set out in section 217 of the general regulations, appended to the government order of 23 November 1987.

The regulations relating to the qualification of the person in charge of care on board when a doctor is not on board are set out in decree no. 2015-723 of 24 June 2015 and the government order of 29 June 2011 relating to the medical training of personnel on board ships that are licensed to operate.

The regulations governing remote medical consultations by radio or satellite are set out in article 48 of decree no. 84-810 of 30 August 1984 and the aforementioned section 217.





**13- Procédures de plainte à bord (règle 5.1.5)**  
**13- On-board complaint procedures (regulation 5.1.5)**

Tout gens de mer peut, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants (délégué de bord ou toute personne physique ou morale mandatée par le gens de mer), à bord ou à terre, formuler des plaintes ou des réclamations relatives à toute question liée au respect des règles relatives à ses conditions d'emploi, de travail et de vie à bord, auprès soit de son supérieur ou du capitaine, soit de l'inspection du travail ou du centre de sécurité des navires (articles L. 5534-1 et L. 5785-1, R. 5534-1 et suivants du code des transports).

Aucun gens de mer ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir porté une réclamation ou déposé plainte, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, ou pour avoir assisté un marin dans l'exercice de ce droit (articles L. 5534-2 et L. 5785-1 du code précité).

L'armateur doit remettre aux gens de mer un document contenant le détail de la procédure de plainte, les coordonnées du service de l'inspection du travail et du centre de sécurité des navires compétents et la reproduction de l'article L. 5534-2 (article R. 5534-8 du code des transports).

Cette procédure de plainte doit être rédigée en français et traduit dans la langue de travail à bord (article précité).

Un registre des plaintes et des réclamations est tenu à bord. Une annexe à ce livre de bord peut tenir lieu de ce registre (article R. 5534-10 du code précité).

L'armateur doit apporter une réponse à une plainte ou à une réclamation doit être apportée au maximum dans un délai maximal de 15 jours (article R. 5534-14 du code précité).

Les plaintes ou les réclamations des gens de mer auprès d'autorités publiques sont déposées (article R. 5534-15 du code précité) :

- soit auprès du service d'inspection du travail compétent
- soit auprès du centre de sécurité des navires compétent

Le gens de mer peut porter directement plainte ou réclamation auprès des autorités publiques sans épuiser les recours internes à l'entreprise décrits dans la procédure de plainte (articles L. 5534-1 et 5785-1 du code précité).

Any seafarer may, directly or through their representatives (ship's representative or any individual or legal entity authorised by the seafarer), on board or ashore, lodge a complaint or claim relating to any matter concerning compliance with the rules on their employment, working and living conditions on board, either with their superior or the captain, or with the Labour Inspectorate – “l'inspection du travail” - or the Ship Safety Centre – “centre de sécurité des navires” - (articles L. 5534-1 and L. 5785-1, R. 5534-1 et seq. of the Transport Code).

No seafarer may be punished, dismissed or subjected to any discriminatory measure for having lodged a claim or complaint, directly or through his representatives, or for having assisted another seafarer in exercising this right (articles L. 5534-2 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The shipowner must provide seafarers with a written statement detailing the complaints procedure, the contact details of the relevant Labour Inspectorate – “l'inspection du travail” - and Ship Safety Centre – “centre de sécurité des navires” - and a copy of article L. 5534-2 (article R. 5534-8 of the French Transport Code).

The complaints procedure must be written in French and translated into the working language on board (aforementioned article).

A record of complaints and claims is kept on board. An appendix to the logbook may replace this register (article R. 5534-10 of the aforementioned code).

The shipowner must respond to a complaint or claim within 15 days (article R. 5534-14 of the aforementioned code).

Seafarers' complaints or claims to public authorities are lodged (article R. 5534-15 of the aforementioned code):

- either with the relevant Labour Inspectorate – “l'inspection du travail” -
- or the relevant Ship Safety Centre – “centre de sécurité des navires”

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

Seafarers may lodge complaints or claims directly with the public authorities without first having exhausted the company's internal procedures as described in the complaints procedure (article L. 5534- 1 and 5785-1 of the aforementioned code).

**14- Paiement des salaires (règle 2.2)**  
**14- Payment of wages (regulation 2.2)**

Les gens de mer résidant hors de France doivent être rémunérés à des intervalles n'excédant pas un mois (articles L. 5623-10 et L. 5785-1 du code des transports).

Ils reçoivent un relevé mensuel des montants qui leur ont été versés, mentionnant le paiement des heures supplémentaires et le taux de change appliqué si les versements ont été effectués dans une monnaie ou à un taux distinct de ceux qui avaient été convenus (articles précités).

L'armateur s'assure de la possibilité pour les gens de mer résidant hors de France de faire parvenir à leurs familles, aux personnes à leur charge ou à leurs ayants droit une partie ou l'intégralité de leur rémunération (article L. 5623-11 et L. 5785-1 du code des transports).

Seafarers resident outside France must be paid at intervals not exceeding one month (articles L. 5623-10 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

They must receive a monthly pay slip showing their base pay, any overtime paid and the exchange rate applied if payments have been made in a currency or at a rate other than those agreed (aforementioned articles).

The shipowner must ensure that seafarers resident outside France are able to send part or all of their remuneration to their families, dependants or beneficiaries (articles L. 5623-11 and L. 5785-1 of the French Transport Code).

**15- Garantie financière pour rapatriement (règle R.2.5)**  
**15- Financial security for repatriation ( regulation 2.5)**

L'armateur doit justifier d'une garantie financière assurant les frais mentionnés à l'article L. 5533-16 du code des transports (articles L. 5533-16 et L. 5785-1 du code des transports et 3 du décret n° 2020-704 du 10 juin 2020).

Le document attestant de la garantie financière doit être détenu à bord et doit être affiché dans les locaux accessibles aux gens de mer (articles L. 5533-17 et L. 5785-1 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit être établi dans une ou plusieurs langues comprenant au moins l'anglais (articles L. 5533-18 et L. 5785-1 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit contenir les mentions énoncées à l'article 5 du décret n° 2020-704 du 10 juin 2020.

The shipowner must provide evidence of a financial guarantee covering the costs mentioned in article L. 5533-16 of the Transport Code (articles L. 5533-16 and L. 5785-1 of the Transport Code and 3 of decree no. 2020-704 of 10 June 2020).

The document confirming the financial guarantee must be kept on board and must be displayed in areas accessible to seafarers (articles L. 5533-17 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must be drawn up in one or more languages which must include at least English (articles L. 5533-18 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must contain the information set out in article 5 of decree no. 2020-704 of 10 June 2020.

**16- Garantie financière relative à la responsabilité de l'armateur (règle R.4.2)**  
**16- Financial security relating to shipowners' liability ( regulation 4.2)**

**Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num**

L'armateur doit justifier d'une garantie financière afin d'assurer le versement aux gens de mer des indemnités dues, en cas de décès ou d'incapacité longue durée résultant d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle ou de la réalisation d'un risque professionnel (articles L. 5533-5 et L. 5785-1 du code des transports).

Le document attestant de la garantie financière doit être détenu à bord et affiché dans les locaux accessibles aux gens de mer (articles L. 5533-7 et L. 5785-1 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit être établi dans une ou plusieurs langues comprenant au moins l'anglais (articles L. 5533-8 et L. 5785-1 du code précité).

Le document attestant de la garantie financière doit contenir les mentions énoncées à l'article 2 du décret n° 2020-704 du 10 juin 2020.

The shipowner must provide evidence of a financial guarantee to ensure the payment of compensation to seafarers in the event of death or long-term incapacity resulting from an accident at work, an occupational disease or the occurrence of an occupational hazard (articles L. 5533-5 and L. 5785-1 of the Transport Code).

The document confirming the financial guarantee must be kept on board and displayed in areas accessible to seafarers (articles L. 5533-7 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must be drawn up in one or more languages which must include at least English (articles L. 5533-8 and L. 5785-1 of the aforementioned code).

The document confirming the financial guarantee must contain the information set out in article 2 of decree no. 2020-704 of 10 June 2020.

Lieu :

*Issued at :*

Date : **jj/mm/aaaa**

*Date of issue : dd/mm/yyyy*

Cachet ou tampon de  
l'autorité qui délivre le  
certificat  
*Seal or stamp of  
issuing authority*

Nom, titre et signature de l'agent autorisé :

Name, title and signature of authorized official :

Déclaration N° : DMLCI-aaaa-service-num

**Dispositions équivalentes dans l'ensemble**  
**Substantial equivalencies**

(Biffer le paragraphe sans objet)

(note : strike out the statement which is not applicable)

Les dispositions équivalentes dans l'ensemble applicables conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article VI de la convention, à l'exception de celles mentionnées ci-dessus, sont indiquées ci-après :

The following substantial equivalencies, as provided under Article VI, paragraphs 3 and 4, of the Convention, except where stated above, are mentioned hereafter :

Aucune disposition équivalente dans l'ensemble n'est applicable.

No equivalency has been granted.

Lieu :

*Issued at :*

Date : **jj/mm/aaaa**

*Date of issue : dd/mm/yyyy*

Nom, titre et signature de l'agent autorisé :

Name, title and signature of authorized official :

|  |
|--|
| Cachet ou tampon de<br>l'autorité qui délivre le<br>certificat<br><i>Seal or stamp of<br/>         issuing authority</i> |
|--|

**Déroghations conformément au titre 3**

**Exemptions**

(Biffer le paragraphe sans objet)

(note : strike out the statement which is not applicable)

Les dérogations octroyées par l'autorité compétente conformément au Titre 3 de la convention sont indiquées ci-après :

The following exemptions granted by the competent authority as provided in title 3 of the Convention are mentioned hereafter :

Aucune dérogation n'a été octroyée.

No exemption has been granted.

Lieu :

*Issued at :*

Date : **jj/mm/aaaa**

*Date of issue : dd/mm/yyyy*

Nom, titre et signature de l'agent autorisé :

Name, title and signature of authorized official :

|  |
|--|
| Cachet ou tampon de<br>l'autorité qui délivre le<br>certificat<br><i>Seal or stamp of<br/>         issuing authority</i> |
|--|